

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES MÉDICAMENTS : L'OMS MISE SUR L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Publié le 4 janvier 2017



Le [département de pharmacie](#) de l'Université de Liège (ULg) fait aujourd'hui partie des [laboratoires du programme de préqualification de l'Organisation Mondiale de la Santé](#) (OMS). Une première mondiale pour un laboratoire universitaire.

Son rôle ? Veiller à la qualité et l'efficacité des médicaments distribués par des organismes internationaux, tels l'Unicef ou le Fonds mondial de lutte contre le sida.

Un partenariat nord-sud fructueux

Six entités du département de pharmacie de l'ULg vont ainsi intégrer un réseau d'une cinquantaine de laboratoires. Chargé de contrôler la qualité des médicaments fournis à des pays aux ressources limitées. Lancé en 2001, ce programme évalue aujourd'hui 316 médicaments pour les maladies prioritaires.

Selon Roland Marini, Docteur en Sciences pharmaceutiques et représentant de l'ULg pour l'OMS, plusieurs facteurs expliquent cette préqualification.

« Déjà en 2014, l'ULg a su se distinguer en étant la première université européenne à recevoir la

certification «GMP» (Good Manufacturing Practices) de l'OMS . De plus, le département de pharmacie se démarque depuis plus de 10 ans en matière de coopération internationale avec les pays du sud. Nous avons ainsi plusieurs projets de formation de master et de doctorat au Rwanda, au Bénin, en RDC et au Burkina Faso » précise-t-il.

Une collaboration globalement appréciée par les ONG belges travaillant avec le sud. Mais tout aussi avantageuse pour les pays du sud.

« Le fait que l'on dispose de la casquette OMS apporte aux organismes avec qui nous collaborons de la crédibilité auprès des autorités de ces pays » affirme Roland Marini.

Des procédures exigeantes dans le contrôle de la qualité

Concrètement, assurer la qualité de certains médicaments passe par toute une chaîne de contrôle.

« Quand on recevra l'échantillon à examiner, on le stockera de façon appropriée. Puis on analysera le produit selon les tests sollicités par le client. Ces données seront rassemblées puis vérifiées deux ou trois fois ».

Si les résultats ne sont pas probants, le laboratoire mènera des recherches afin d'en déterminer la raison.

« Notre rôle ne se limitera pas à juger si un produit est conforme ou non. Nous apporterons également des réponses et des pistes pour l'améliorer » stipule le Dr Marini.

"Car cela fait plus de 20 ans que le département de pharmacie cultive son savoir-faire. Intégrer ce programme nous permet de partager nos connaissances. Mais aussi d'en acquérir. Faire partie de ce réseau nous demandera de mieux appréhender la politique et les méthodes de production de chaque pays en la matière».

Après la préqualification, place à la collaboration

Et le département souhaite aller encore plus loin. Tentant de devenir aujourd'hui un « [centre de collaboration](#) ». Définie par l'OMS comme une institution soutenant ses programmes et renforçant les ressources en termes d'information, de services, de recherche et de formation.

« En tant que centre de collaboration, nous pourrions vérifier le fonctionnement des entreprises de production ou encore donner des avis d'expertise. L'OMS pourrait par exemple nous demander de tester les médicaments essentiels figurant sur sa liste et la modifier dans le cas échéant » indique Roland Marini. Qui ajoute que ce titre permettrait aussi d'organiser des formations dans le domaine de la pharmaceutique.

« Tout cela demandera des recherches poussées au sein du département. Notamment via le [Centre Interdisciplinaire de la Recherche du Médicament](#). Il est ainsi primordial de conserver notre niveau d'excellence en la matière à l'ULg » conclut le Dr Marini.